

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N° 123

6 SEPTEMBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31-191-14 LA SOURCE / BP 161 75864 PARIS CEDEX 18

1,50F

la
démagogie
de
giscard
n'empêchera
pas
le
développement
des
luttés

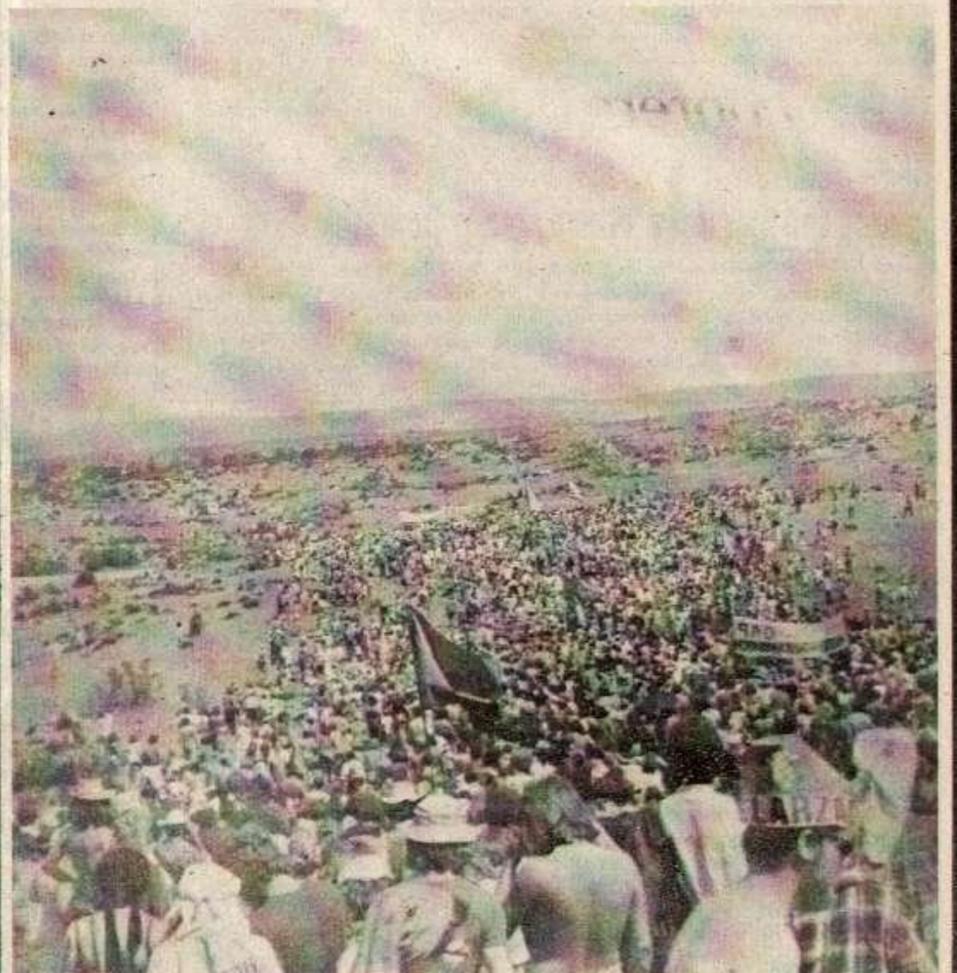
éditorial p.2

au sommaire de ce numéro:

p.3 le bluff de
l'opération baisse 5%

p.4.5 larzac :
notre reportage et le
communiqué du P.C.R.
(ml) sur la venue de
Mitterrand

p.8 chili: un an après



le rassemblement du larzac, la marche vers les labours.

éditorial LE "CHANGEMENT" DE GISCARD, UN SIGNE DE LA CRISE POLITIQUE A LA BOURGEOISIE DE PAYER SA CRISE

«Le changement» c'est par ces mots que le président de la république a concrétisé les 3 premiers mois de son septennat, lors de son dernier discours télévisé. Pourtant aucun changement n'a été constaté par les travailleurs des Tancarville à Annanay, Le Puy et Bort les Orgues, ou par les travailleurs de Titan-Coder à Marseille, à Villefranche sur Saône et Maubeuge qui ont poursuivi pendant tout l'été la lutte engagée depuis plusieurs mois contre leur licenciement collectif. Pas de changement non plus constaté par les paysans qui ont multiplié en juillet et août les manifestations et les actions contre le gouvernement responsable par sa politique agricole de la chute des cours et de l'incapacité pour un nombre croissant de paysans de rémunérer leur travail et de vivre sur leur terre. Pas plus de changement constaté par les ménagères à la fin des congés qui s'aperçoivent de la permanence de la hausse des prix et des difficultés accrues pour faire face aux dépenses traditionnelles de la rentrée... Mais au delà de ces faits qui démentent l'affirmation, maintes fois répétée depuis 3 mois, que «le changement est en marche», le discours de Giscard d'Estaing est bien significatif des objectifs actuels de la bourgeoisie et des mesures qu'elle prépare contre les travailleurs.

LA REALITE DU CHANGEMENT

L'élaboration d'un certain nombre de projets de lois, l'instauration de «nouvelles» méthodes de gouvernement c'est avant tout dans ces deux choses que Giscard d'Estaing fait résider le changement. Lois concernant les jeunes par exemple : droit de vote à 18 ans, «humanisation» annoncée du service militaire avec entre autres la pénétration dans les casernes des journaux du PCeF jusqu'ici interdits, allocation aux jeunes en attente d'un premier emploi... Lois concernant les femmes avec le remboursement de la pilule par la sécurité sociale, l'annonce de la réforme des lois répressives de 1920 sur l'avortement... Nouvelles méthodes de gouvernement destinées à donner l'idée que ceux qui gouvernent sont à la fois plus proches des masses et plus efficaces. C'est par exemple toutes les tentatives de Giscard d'Estaing pour donner de lui l'image d'un président «rompant avec le protocole», «supprimant les barrières» qui séparent les hommes d'Etat du peuple : cela a commencé avec la marche à pied sur les Champs Elysées, a continué par le défilé du 14 juillet déplacé sur le parcours de nombreuses manifestations populaires, les apparitions télévisées fréquentes, la visite surprise dans les prisons... «Nouvelles» méthodes de gouvernement aussi dans les initiatives spectaculaires par la publicité faite autour : suppression des écoutes par une visite de Chirac et Poniatowski qui font brûler des bandes d'enregistrement... dont on a au préalable conservé un double! Opérations coup de poing pour «protéger la population des criminels», avec participation directe du ministre de l'intérieur à certaines d'entre elles.

L'annonce de ces «mesures de changement» montre assez clairement de quoi il s'agit. D'un côté toute une série de mesures bidon qui du point de vue des masses et de leurs aspirations révolutionnaires ne changent rigoureusement rien. C'est par exemple le cas de la réforme de tout le décorum présidentiel, ou la fausse suppression des écoutes téléphoniques. D'un autre côté, certains reculs concernant des points sur lesquels les masses manifestent depuis une longue période : c'est par exemple le cas de la libéralisation annoncée de la loi sur l'avortement, ou du remboursement de la pilule par la sécurité sociale; les nombreuses manifestations pour l'avortement et la contraception libres et gratuites ont contraint le gouvernement à ce recul. De même les réformes annoncées sur le service militaire arrivent à la suite de nombreuses manifestations de jeunes contre l'armée impérialiste (cf manifestations contre la loi Debré en 73) et de mouvements à l'intérieur des casernes (cf l'appel des 100 qui sont aujourd'hui plus de 1000). Recul limité certes, recul destiné à maintenir l'essentiel du système en place, mais recul incontestable.

De même aussi quand Giscard d'Estaing crée un «ministère de qualité de la vie», ou un «secrétariat d'Etat à la condition féminine», il tente de donner l'illusion que le nouveau gouvernement va prendre en compte ces problèmes qui dans une métropole comme la nôtre prennent de plus en plus d'ampleur dans la vie des masses, car qui mieux que les masses peut mesurer la détérioration constante de la qualité de la vie : logements qui ne permettent pas à l'ouvrier de se reposer, et à ses enfants de se distraire, temps de transport sans cesse allongé alors que sa qualité se détériore sans cesse, loisirs dispendieux et peu accessibles aux travailleurs...

GISCARD COPIE LE PROGRAMME COMMUN

Mesure bidon ou recul partiel et limité, dans les 2 cas le but recherché par Giscard d'Estaing est le même : donner à tout prix aux masses l'illusion que les choses changent, que le gouvernement est engagé sur la bonne voie qu'il faut soutenir et patienter. L'insistance du gouvernement et du président à faire de cette question du changement un thème important de la propagande est effectivement quelque chose de nouveau, quelque chose qui ne se manifestait pas du temps de Pompidou. C'est que, plus que jamais, l'actuel gouvernement a besoin d'apparaître aux yeux des masses comme différent de l'ancien, comme capable de leur apporter ce que les gestionnaires précédents avaient été incapables d'apporter...

Plus que jamais, parce que d'une part le développement des aspirations révolutionnaires des masses, la volonté de construire une société radicalement différente de la société capitaliste actuelle s'affirme de plus en plus depuis un an : il est donc nécessaire pour la bourgeoisie de paraître se départir de son immobilisme, de ses attitudes archi-réactionnaires, de lâcher du lest sur certains points secondaires, d'instituer toute une série de palliatifs pour donner l'illusion du changement.

Plus que jamais parce que d'autre part, «l'union de la gauche» tente d'utiliser au maximum les aspirations des travailleurs au socialisme pour remplacer l'équipe de gestionnaires actuelle : en puisant dans le programme commun et en réalisant quelques unes de ses propositions, le gouvernement se pose en libéral, en réformiste et ôte à ses rivaux toute une série d'arguments électoraux.

Notre Parti avait déjà montré lors des élections présidentielles les similitudes qui unissent le programme de Giscard d'Estaing et celui de Mitterrand : mêmes limites dans les promesses revendicatives, même démagogie contre l'inflation et le chômage, même ignorance des véritables revendications des travailleurs, même absence de garanties... Seul, le programme de nationalisations distinguait les 2 candidats. Aujourd'hui, suivant le mot de Lecanuet, le gouvernement est en train de éviter le programme commun de son contenu : les réformes comme le droit de vote à 18 ans, la refonte de la législation sur l'avortement, la presse dans les casernes, qui étaient présentées il y a quelques mois par la gauche comme les réformes pilotes qu'elle satisferait,

opération 5% sur les prix coup de frein ou coup de bluff

Le gouvernement lance l'opération 5%, des centaines de milliers de magasins affichent «frein sur les prix». Le plus souvent, dans les super-marchés, les 5%, on vous les rembourse à la caisse, pour souligner qu'on vous fait «un cadeau».

En fait, et les travailleurs ne peuvent s'y tromper, cette opération 5%, c'est du bluff. Du bluff en effet : que représente une baisse de 5% durant un mois sur certains produits, alors que, toute l'année, la hausse bat son plein sur tous les produits de grande consommation, avec un taux, rappelons le, de 18% pour 74, selon l'indice officiel des prix qui a indiqué 1,1% de hausse en juin, 1,3% en juillet, et indiquera une hausse semblable pour août.

Attirer l'attention sur une petite baisse passagère et partielle, alors que les mois et les semaines qui précèdent ont connu une hausse bien plus grande, c'est une méthode dans laquelle Giscard d'Estaing est expert. Comme en janvier 73 déjà, où, malgré une baisse de la TVA annoncée de 3%, les prix étaient plus élevés que les mois précédents, à cause de la valise des étiquettes qui avait précédé. C'est ainsi que le patronat du meuble vient d'obtenir la possibilité d'augmenter ses prix de 4% en contre partie de sa participation à la campagne «frein sur les prix».

On nous annonce une baisse de 5% sur quelques produits alimentaires alors que certains produits comme les pâtes alimentaires ou le vin, ont pu augmenter de 30 à 40% depuis septembre 73, qu'en août seulement le pain vient d'augmenter de 10 centimes le kg. On nous annonce 5% sur les appareils ménagers en octobre alors que ces appareils ont connu des hausses énormes, comme chez DARTY magasins spécialisés dans la région

parisienne, où, par exemple, les machines à laver parmi les moins chères sont passées de 1400 F à 1600 F, soit environ 15% de hausse, entre juin et les premiers jours de septembre. L'opération 5% commence avec les fournitures scolaires, mais depuis la rentrée 73, celles-ci ont pu augmenter de 25% (serviettes), 35% (cahiers de 100 pages), et plus. En annonçant son opération 5%, le ministre Fourcade a déclaré que pour lutter contre la hausse des prix, c'est des mentalités qu'il faut agir. Que chacun perde ses «mauvaises habitudes» à

commencer par l'ouvrier qui devrait cesser d'exiger des augmentations de salaires («déraisonnables» selon Giscard d'Estaing) et tout ira pour le mieux. Bonne façon de tenter de faire oublier que c'est le capitalisme qui est en cause. A qui fera-t-on croire le contraire alors que le gouvernement lui-même a décrété des hausses importantes au cours des derniers mois, notamment sur le gaz, l'EDF, le fuel (plus 98,3% en un an avec l'augmentation de 8% en août), l'essence ? C'est le gouvernement qui a décrété la fin du blocage des loyers entraînant une hausse de 6,8% dès le

1er juillet, et sur les loyers qui représentent souvent le 1/3 parfois la moitié et même plus, du revenu d'une famille ouvrière, il n'y a même pas l'opération 5%... Non seulement la baisse annoncée ne comblera pas, et de loin, les hausses récentes mais d'autres hausses sont déjà annoncées par le gouvernement : 60% de hausse sur les timbres-poste, plus 3% sur le gaz, plus 5% sur l'électricité au premier janvier 75. Sans compter les hausses que l'on prépare par la pénurie artificiellement organisée comme pour le sucre.

Autant dire que les mesures annoncées ne ralentiront pas la diminution constante du pouvoir d'achat, les difficultés croissantes à consommer des masses populaires. Difficultés renforcées par les mesures de restriction du crédit que Giscard d'Estaing a présentées encore dans sa dernière allocution télévisée comme une arme essentielle contre la hausse : en fait, le résultat est la hausse du prix à payer comptant (il est passé de 20 à 30% du prix dans de nombreux magasins) et la hausse du taux d'intérêt (passé de 19 à 22%) pour tous les appareils électro-ménagers.

Pierre MOREL

sur ces produits concernés par la baisse de 5%, combien de hausse depuis un an...?

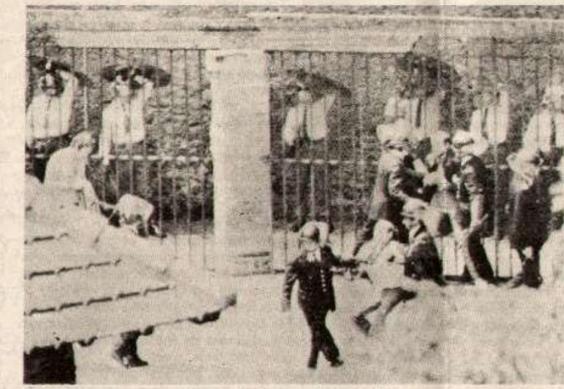
	SEPT 73	AOUT 74	HAUSSE %
VETEMENTS			
tee shirt 10 - 12 ans	6,35	8,50	+ 33,8
tee shirt imprimé 10 - 12 ans	9,50	12,00	+ 26,3
blouse nylon garçon	13,00	16,00	+ 23
slip ouvert 10 - 12 ans	5,50	7,00	+ 27,3
pantoufle semelle caoutchouc	5,00	6,15	+ 23
FOURNITURES SCOLAIRES			
serviette	20,00	25,00	+ 25
copies 200 pages	1,80	2,25	+ 25
ALIMENTATION			
pâtes Lustucru 250 g	1,20	1,55	+ 29,1
pâtes Rivoire et Carret 250 g	0,72	1,05	+ 45,8
vin ordinaire Nicolas 11 degrés	1,88	2,60	+ 38,3

le "libéralisme" de giscard : 9 détenus assassinés dans les prisons

Après Clairvaux et Nîmes, le mouvement de révolte gagnait dès le 24 juillet l'ensemble des prisons françaises. Les prisonniers retournant dans la plupart des cas la violence exercée quotidiennement contre eux, exigent une amélioration de leurs conditions de détention (nourriture, hygiène, soins médicaux, courrier sans censure, davantage de visites dans des parloirs sans grillage) à Valenciennes, Poissy, Niellun, Riom, Toulouse, Douai, Caen... Un salaire minimum (Eysses, Caen, Loos les Lille, Valenciennes, Toul)... La limitation de la détention provisoire, la libération conditionnelle à la moitié de la peine (en application du code pénal) à Caen. A Caen, Loos les Lille les prisonniers présentent un

cahier de revendications très précis : semaine de 40 H, un salaire égal au SMIC, le droit à la Sécurité Sociale, aux congés payés...

Contre cette révolte les journaux réactionnaires et fascistes se sont déchaînés : le Parisien Libéré titrait par exemple «Prisons : c'est la chientité» le 27 juillet et multipliait de même que Minute les appels à la haine. Qui sont les prisonniers en réalité ? La pègre, les déchets de la société capitaliste ne constituent qu'une minorité à peine 10% de l'aveu même de la bourgeoisie. Cette pègre est libre la plupart du temps : elle manœuvre dans les coulisses du pouvoir ou dans les groupes fascistes. La majorité des



les flics à la santé le 27 juillet

prisonniers ce sont tous ceux auxquels la bourgeoisie n'accorde même pas le minimum vital, et qui sont bien obligés de se débrouiller pour vivre : les travailleurs immigrés que les flics jettent en prison pour la moindre brouille, les jeunes qui n'arrivent pas à trouver du travail et qui empruntent une voiture un soir, ce que la justice bourgeoise appelle «atteinte à la propriété». Ce sont eux qui peuplent les prisons : 63% des condamnés et sur ce chiffre 50% pour des «vois simples». Les jeunes pour leur part représentent près de la moitié des emprisonnés (12.000 environ sur 29.000). En réclamant le droit au travail et le statut d'un travailleur, ils veulent en

finir avec une situation où travailler est une faveur, un moyen de division des prisonniers (la moitié ne travaille pas). Ceux qui ne travaillent pas sont dans la totale dépendance de leur famille. Ceux qui travaillent sont payés à des salaires dérisoires : 0,094 F pour un siège vendu dans le commerce 33 F pour le plus grand bénéfice des patrons des entreprises régionales ou des trusts comme Citroën. Ils n'ont aucun avantage social pour eux et pour leur famille. S'ils arrivent à obtenir un salaire dérisoire il est mangé par les frais de justice et d'avocat (1/10) ce qui signifie n'avoir aucun sou en poche à la sortie de prison. S'ils réclament la limitation de la détention provisoire c'est parce qu'un prisonnier sur 3 la

dans les grands magasins...

Annoncée à grand renfort de publicité, l'opération «frein sur les prix» démarrait ce lundi. Journaux, radio, télé... tous les moyens sont mis en œuvre pour attirer le client vers ces ilots anti-inflation que sont Carrefour, Euromarché ou Mamouth. Il faut dire que 5% de baisse quand le taux d'inflation atteint près de 20%, c'est toujours ça de pris.

Aussi, pouvait-on s'attendre à une ruée dans les magasins dès le premier jour de l'opération. Pourtant, là où nous avons enquêté, que ce soit dans les grands magasins parisiens ou dans les hyper-marchés de banlieue, les vendeurs sont unanimes : «Non, il n'y a pas plus de monde que d'habitude à pareille époque, d'ailleurs il suffit de voir les caisses : il n'y en a que 15 d'allumées sur les 48 que compte le magasin». Et ce ne sont pas les caissières qui démentiront cette affirmation, elles qui sont obligées de calculer ces 5% et de rembourser les clients après qu'ils les aient payés. Mais si ce n'est pas la bousculade, chacun est tout de même intrigué par tant d'affiches et de réclames annoncées au micro. Témoignage cette femme d'ouvrier rencontrée à l'Euromarché de Stains : «Avec toutes ces affiches, on croirait que tout va diminuer... Mais il faut les trouver les rayons où ça baisse... oh, on va en profiter mais il faut dire que peu d'articles sont concernés». Effectivement, une fois passée la caisse, on fait les comptes : «Sur 394 F d'achats, on m'a juste remboursé 1,75 F, je sais pas si c'est fait pour attirer le client mais ça va marcher longtemps. Nombreux sont ceux qui ressortent sans avoir touché 1 centime, comme ce couple, malgré 2 chariots remplis à ras bord passé à travers les articles clés : «Nous, on ne voit que des hausses, tient, ce litre d'huile, il y a trois mois je le payais, ici même, 4,90 F, aujourd'hui c'est 7,55 F, cette boîte de 30 œufs, en juillet on les payait 7,90 F, maintenant 8,30 F... Combien ça fait de plus, 5% en un mois, voilà sur quoi ils se rattrapent».

Pour la mère de cette petite fille qui ressort avec un cartable tout neuf, la rentrée scolaire, c'est avant tout la somme d'argent qu'il faudra déboursier : «Ce cartable, par exemple, c'est le même que j'avais acheté l'an passé, il a juste cette pochette en jean sur le dessus qui a été ajoutée, de quoi mettre un ticket de métro, et bien l'an passé il valait 30 F, cette année c'est 42 F. Tout ça pour un article qui sera usé avant la fin de l'année. L'an passé c'est près de 400 F que j'ai dû déboursier pour son entrée en 6e sans compter les vêtements. Alors, avec leur baisse de 5% ils me font rigoler ; je viens de toucher 2,10 F sur un cartable qui a augmenté de 12 F.

Non, vraiment l'opération Giscard n'enthousiasme guère les clients qui, à cette heure maintenant avancée de la soirée, viennent en famille faire les achats de rentrée. Témoignage ce dialogue que nous avons entendu : Lui : «tu m'avais dit que l'on gagnerait de l'argent en sortant...». Elle : «oui, mais on n'est pas concerné avec ce qu'on a acheté». Lui : «oui, c'est du bluff tout ça...». Du bluff, «une fumisterie», ces réflexions se font de plus en plus fréquentes. Surtout que la différence de prix entre l'an passé et cette rentrée saute aux yeux : plus de 100% d'augmentation sur ce paquet de 5 cahiers, passé de 2,20 F à 4,50 F ; 40% sur ce pull (10-12 ans) passé de 12 à 17 F. Mais là où la comparaison est la plus grossière c'est entre les prix de juillet et ceux d'aujourd'hui : de 5 à 20% en deux mois, et, comme par hasard sur les produits aujourd'hui en réclame. Alors la ficelle est un peu grosse : «Oui, en guise de changement on est servi, on veut nous faire avaler l'importance quoi, comme si ça pouvait baisser, c'est pas possible, pas actuellement». En effet, des prix qui baissent, on ne voit pas cela souvent avec le système capitaliste.

subit souvent des années et 10% de façon qui s'avère injustifiée au jugement.

Face à ce vaste mouvement le pouvoir voulant faire preuve, là aussi, de sa «volonté de changement» s'est d'abord montré compréhensif. Lecanuet au lendemain de Clairvaux a déclaré qu'il allait accélérer la réforme, Giscard dans sa conférence de presse va jusqu'à annoncer la satisfaction d'une partie des revendications. Face aux prisonniers révoltés les préfets appliquent avant d'ordonner l'assaut. Le mouvement s'étendant les promesses verbales ne suffisant pas aux prisonniers, le pouvoir ôte le masque de libéralisme et déchaîne ouvertement une repression féroce.

Poniatowski confirme le droit de tirer sur tout prisonnier tentant de s'évader, il demande la prolongation de la garde à vue. Les flics s'en donnent à cœur joie. Comme en témoigne un jeune détenu de Fleury-Mérogis : «Ils ont déshabillé les mômes et les ont fait aller par terre à poil. Plus nous les injurions de nos cellules, plus ils tapaient sur eux». Poniatowski ordonne enfin l'odieuse opération portes ouvertes à Loos les Lille pour monter l'opinion publique contre les prisonniers. C'est à ce moment que l'on voit ouvertement se rejoindre la politique gouvernementale et la campagne fasciste de Minute et du Parisien Libéré dans un déferlement de haine contre les prisonniers en révolte. Au même moment les matons en grève laissent les prisonniers livrés à l'arbitraire le plus total des flics, et tuent eux aussi des prisonniers (La

Talaudière, St Martin de Ré) sous prétexte de légitime défense. Dans un gouvernement de gauche, la bourgeoisie pourra être rassurée sur l'ordre dans les prisons, Aimé Pastre, secrétaire général des matons CGT y veillera!

Le mouvement brisé à coup de repression, le pouvoir s'est empressé de reprendre son visage libéral. A peu de frais. Lecanuet a ressorti un projet de réforme qui, s'il apporte quelques améliorations est loin d'entrer en application. Giscard est allé goûter à Lyon l'ordinaire de la prison et donner une poignée de mains libérale à quelques détenus.

Et maintenant dans les prisons on octroie des remises de peine à ceux qui ont eu un bon comportement pendant les mutineries ! Le bilan est lourd : 9 morts, assassinés par la sauvagerie des flics et des matons qui s'est déchaînée dès le départ du mouvement alors même que Lecanuet et Giscard faisaient leur numéro libéral à la TV et devant la presse. Le plus grand massacre depuis très longtemps dans les prisons. Le pouvoir aura pu expérimenter une nouvelle forme de repression qu'il utilisera peu après contre les paysans d'Agaccio : le lancement des grenades lacrymogènes et offensives par hélicoptères... Il aura pu entraîner le pouvoir à s'acharner contre les détenus comme à Fleury Mérogis... Voilà le vrai visage du «changement», les prisonniers auront été les premiers à le subir.

Joëlle FECLAZ

LE RASSEMBLEMENT DU LARZAC



La centaine dont parle la presse bourgeoise : ils étaient des milliers à conquérir Mitterrand.

Depuis plusieurs années la lutte des 103 paysans du Larzac menacés d'expropriation par l'armée a su cristalliser autour d'elle un courant multiple de solidarité, dans tout le pays : sympathie active de paysans menacés d'expropriation par l'armée ou plus généralement par le capitalisme ; mouvements d'opposition, dans les journaux surtout, à l'armée bourgeoise ; aspiration à la jonction des luttes ouvrières et paysannes - ce qui était particulièrement net, l'année dernière, avec l'intervention large des Lip, et aussi des travailleurs de Pêcheux-Nogères et de Salamander-Romans. Tous ces courants cherchent à se regrouper en dehors de l'emprise directe du P.C.F., comme aussi des appareils réformistes (PS, CFDT). Cet été, la moisson pour le Sahel, placée au centre du rassemblement, élargissait encore les objectifs de la mobilisation. Il s'agissait de dénoncer le caractère impérialiste de l'armée française et, plus largement, le système impérialiste de pillage et d'oppression des peuples. C'est un fait nouveau, important que, dans notre société impérialiste, une lutte paysanne puisse déboucher sur la solidarité avec les peuples dominés.

Ainsi, lors de la moisson pour le Sahel, puis du labour, des milliers de personnes formant un immense cortège, reprenaient des mots d'ordre tels que : «Larzac, Tiers-Monde, Solidarité», «l'armée française hors d'Afrique! armée française hors du Larzac!», «Ouvriers, paysans, peuples opprimés, même combat!». Dans les forums de discussion, on abordait la question de la lutte anti-impérialiste, de l'unité de combat avec les travailleurs immigrés, et aussi de la solidarité avec les peuples arabes. Des dizaines de milliers de personnes sont venues au Larzac pour affirmer leur aspiration à un changement révolutionnaire de notre société, pour préparer l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans en France : ils ont chassé Mitterrand qui prêche avec l'aide du P.C.F. le réformisme et l'aménagement du capitalisme.

extraits de la conférence de presse du P.C.R. (ml)

Coup monté, arrestation d'une poignée de 200 enrégés, tel est le scénario répété par la presse et les radios, de Minute à Politique Hebdo en passant par le Monde et l'Humanité. Rétablissons les faits : Certains organisateurs avaient sans doute envisagé la venue de Mitterrand. Mais la grande masse des participants au Larzac ne s'y attendait pas du tout. Et quand Mitterrand s'est introduit dans l'enceinte des stands il s'est écoulé un certain temps d'hésitation avant que l'on puisse croire à sa présence. Mais au fur et à mesure que la nouvelle de sa présence se confirmait et se propageait, alors, très vite, ce sont des centaines, puis bientôt des milliers de personnes qui formèrent spontanément une puissante manifestation aux cris de «Mitterrand hors du Larzac», «Mitterrand, sioniste, bourreau du peuple algérien». Pressé par ce mouvement massif d'hostilité, Mitterrand cherche alors une issue en tentant de se diriger vers le podium central où la puissance de la sono lui aurait peut-être permis de contrecarrer les clameurs de la manifestation. Cette tentative ne fit que multiplier le nombre et la détermination des manifestants. Une partie d'ailleurs du service d'ordre plutôt que d'y aider s'opposa en fait à sa montée sur le podium. Dès lors chassé par une foule de plusieurs milliers de personnes, Mitterrand dut battre en retraite vers la route. Les militants de notre parti ont participé activement à cette manifestation légitime.

Il faut retenir l'essentiel : la signification politique de ce mouvement dans son ensemble. Car enfin que venait faire Mitterrand au Larzac? Il s'agissait d'abord pour lui de s'introduire et de se faire accepter comme simple citoyen, simple militant de «gauche» par la masse des participants au Larzac... pour ensuite y prendre la parole comme leader du PS et de l'Union de la Gauche. D'une pierre deux coups. Si Mitterrand avait réussi son opération, on aurait pu dire qu'une bonne partie des forces apparues surtout depuis 68 qui se réclament de la Révolution et cherchent une voie en dehors de l'orientation réformiste du PS et du P.C.F., acceptaient finalement de s'engager aux côtés de l'Union de la Gauche. Et du même coup Mitterrand aurait montré que lui seul - et à travers lui le PS renoué - était capable de ramener dans l'orbite de la «gauche» ces forces actives que le P.C.F. repousse et rejette.

L'opération Larzac était ainsi tout à fait complémentaire des «Assises du socialisme» qui se préparent et où le PS avec l'aide de Maire et de la direction fédérale CFDT s'efforcera de mettre sous sa coupe la confédération et

de dévoyer vers le réformisme les aspirations révolutionnaires qui se développent parmi de nombreux cégétistes. L'échec de Mitterrand au Larzac n'est pas un fait divers. C'est un échec politique significatif. Des dizaines de milliers de jeunes sont venus au Larzac pour dénoncer et combattre l'armée française, armée de guerre civile dirigée contre notre peuple : ils ont chassé Mitterrand héritier direct de la SFIO de Jules Moch et autres sociaux-démocrates qui n'ont jamais hésité une fois au gouvernement à faire donner la troupe et la police comme en 1948 contre les travailleurs des villes ou des campagnes. Des dizaines de milliers de jeunes et aussi des syndicalistes et des paysans sont venus au Larzac pour affirmer leur solidarité avec les peuples du Tiers Monde en lutte contre l'impérialisme : ils ont chassé Mitterrand assassin du peuple algérien, l'ex-ministre qui proclamait : «l'Algérie c'est la France la seule négociation c'est la guerre», qui galvanisait les troupes coloniales et a envoyé tant de jeunes du contingent à la mort. Ils ont chassé Mitterrand qui soutient le sionisme et ses collègues «socialistes» comme Golda Meir, bourreaux du peuple palestinien et des peuples arabes. Des dizaines de milliers de personnes sont venues au Larzac pour affirmer leur aspiration à un changement révolutionnaire de notre société, pour préparer l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans en France : ils ont chassé Mitterrand qui prêche avec l'aide du P.C.F. le réformisme et l'aménagement du capitalisme.

En chassant Mitterrand du Larzac les manifestants ont par milliers refusé de placer ce grand rassemblement populaire sous le signe de la social-démocratie et du réformisme. Ils ont montré avec force que ce qui prédominait dans ce vaste rassemblement c'était les aspirations révolutionnaires. C'est cette réalité que la presse et la radio et même certains parmi les organisateurs du rassemblement ont, complices et solidaires, cherché à dissimuler à tout prix : ils ont présenté cette action de masse comme le fait d'une poignée. Et c'est dans la logique de leur falsification que d'imputer principalement à notre Parti la responsabilité du scénario qu'ils ont échafaudé (1). Tous ces efforts d'intoxication ne pourront effacer la réalité vécue par des milliers et des milliers de manifestants : au Larzac, Mitterrand a été chassé, c'est le courant révolutionnaire qui a été le plus fort.

(1) Notre Parti a aussitôt mis les choses au point en distribuant aux participants du Larzac un tract «trêve de faux bruits».

dispersion des orientations et de confusion même. En perturbant le rassemblement par une arrivée «inattendue», Mitterrand, bien malgré lui, contribua à éclaircir, à dégager sa signification politique. Rocard (PSU) et Fabre (radicaux de gauche) étaient passés quasiment inaperçus, comme des personnages de second plan. Mais la présence de Mitterrand, dès qu'elle fut connue, posait de fait une série de questions décisives à la masse des participants : leur lutte contre l'armée bourgeoise pouvait-elle être ravalée aux promesses du «programme commun» sur la «démocratisation» pacifique de l'armée et de la police? Leur solidarité militante avec les peuples du Tiers-Monde, du Maghreb en lutte pouvait-elle se concilier avec le social-chauvinisme du P.C.F., avec l'hypocrisie néo-colonialiste de l'Union de la Gauche, qui refusa l'indépendance aux colonies françaises et prévoit de resserrer la «coopération» avec les néo-colonies d'Afrique? Pouvait-on faire bon ménage avec le sionisme, le racisme anti-arabe plus ou moins bien camouflé des politiciens de «gauche»? Pouvait-on réduire la volonté d'unir les luttes ouvrières et paysannes vers la prise du pouvoir à l'amalgame et aux combinaisons électoralistes baptisés «union populaire»? Fallait-il commencer à se démarquer du P.C.F., pour accepter bientôt après de se placer sous le patronage de la vieille social-démocratie, son meilleur allié du moment? La présence même de Mitterrand, ex-ministre de l'Intérieur, bourreau colonial du peuple algérien, fusillier du communiste Fernand Yveton, sioniste avoué et en même temps tête d'affiche actuelle de l'Union P.C.F.-PS imposait avec force ce choix : voie de combat révolutionnaire ou voie de soumission à la bourgeoisie? La réponse, la riposte furent nettes : ce fut bientôt une puissante manifestation spontanée qui se forma pour empêcher Mitterrand de monter sur le podium et finalement pour le chasser du Larzac. Cette affirmation d'un courant révolutionnaire, cristallisé par l'irruption de Mitterrand, c'est ce qui se dégage avant tout du Larzac 74 et que nous avons particulièrement ressenti.

Le mûrissement des idées de la révolution s'y manifestait sous des formes multiples. Les 300 camarades qui avaient pu, cet été, monter au Larzac, furent sollicités, pressés de questions en diffusant la presse, en tenant nos stands, en participant aux forums, dans les débats que nous avons organisés. Les ouvriers qui avaient pu monter au Larzac s'intéressaient particulièrement à l'expérience de lutte de nos camarades de Lip, de Saviem, d'Usinor, de Brandt... aux perspectives révolutionnaires qui s'en dégageaient tel ce camarade mineur de Lorraine, encore membre du P.C.F., qui s'attacha à participer à nos activités.

De nombreux militants syndicaux, CFDT en général, représentant parfois des groupes déjà constitués d'opposition syndicale sont venus à la rencontre des syndicalistes révolutionnaires, et ont confronté, approfondi et rapproché leurs perspectives de lutte contre le réformisme et pour l'unité syndicale. Les tanneurs d'Annonay venus en délégation massive populariser leur lutte ont engagé la discussion avec les syndicalistes révolutionnaires, qui les ont aidés à collecter. Les camarades des CACF, et notamment les camarades immigrés, en traçant les axes de lutte essentiels face aux menaces de la rentrée pour cimenter l'unité de combat des ouvriers français et immigrés ont touché et commencé à regrouper des forces encore éparses militant sur ce front.

Les contacts pris sur tout le plateau avec les paysans venus au Larzac ouvraient la question de la différenciation des couches de la paysannerie et de leur engagement dans le mouvement paysan actuel. Des milliers de discussions ont marqué très souvent l'intérêt pour les questions politiques de fond : pourquoi la nécessité de la violence révolutionnaire? Que signifierait la dictature du prolétariat en France? Comment tirer profit de l'expérience du socialisme en Chine? En projetant des films et diapositives sur la vie en Chine Populaire, nous avons rencontré un grand désir de se saisir de la réalité vivante du socialisme, d'approfondir les problèmes de son édification. Il faudrait encore parler de ces ex-sympathisants du P.C.F., écœurés par l'électoralisme et qui cherchent une voie révolutionnaire marxiste-léniniste, ou encore de ces jeunes, ne voyant jusque là d'autre issue à leur révolte que l'insoumission et qui découvrent la nécessité de préparer la destruction de l'armée bourgeoise.

Il faudrait encore montrer tout l'intérêt suscité par les formes d'art révolutionnaire, vivant, efficace : par exemple la petite pièce de théâtre présentée par des camarades de Besançon, les chorales révolutionnaires de «Vento Rosso» et de nos camarades, et certains musiciens sur le podium. Les multiples aspirations révolutionnaires cherchaient à s'ordonner autour d'un projet commun, à converger en une force unique, posaient chacune à leur manière, la question et l'exigence du Parti. Si le village de toile du Parti, avec ses stands mais aussi sa crèche et sa cantine, a constitué, au Larzac, un pôle d'attraction pour beaucoup, c'est avant tout parce que beaucoup y cherchaient et commençaient à y trouver une réponse révolutionnaire. C'est ainsi que les possibilités vivantes d'édifier la force révolutionnaire dont nous avons besoin aujourd'hui se sont manifestées aussi au Larzac, dans les conditions et les limites propres à ce rassemblement.

PUISSANTES MANIFESTATIONS PAYSANNES PENDANT L'ETE

la réponse de giscard : répression et démagogie

laval : les paysans manifestent devant la maison du maire



Les manifestations paysannes se sont poursuivies tout le mois d'août, avec une ampleur égale à celle du mois de juillet. Et pour cause! Ce ne sont pas les mesures décidées par le gouvernement fin juillet qui pouvaient résoudre les graves difficultés des paysans. Ces mesures, les 200 F de prime par bovin en âge d'être vendu et gardé à la ferme, le remboursement d'une partie de la TVA que l'état capitaliste prélève sur chaque produit industriel acheté par le paysan, et la prise en charge de certaines annuités d'intérêt sur les emprunts faits par les paysans, ont en fait un double aspect. D'une part, elles font passer les paysans pour des assistés aux yeux des contribuables, et d'autre part, elles sont inopérantes. On donne 200 F de prime, mais il en coûtera beaucoup plus au paysan pour nourrir son bœuf le temps qu'il le gardera. Quant à la prise en charge des annuités d'intérêt, elle ne concerne que ceux qui auront eu la possibilité d'emprunter, donc pas les paysans pauvres. Aussi, considérant ces mesures pour ce qu'elles sont, les paysans proclamèrent : «ce que nous voulons, c'est la justice, pas la charité!... Et les luttes se sont poursuivies pendant tout le mois d'août.

C'est par milliers que les paysans ont manifesté : 5.000 à Yrieix, dans le Limousin, 2.000 à Orange, 2.000 à Dax, pour la première semaine d'août. A Périgueux, c'est 20.000 paysans qui ont manifesté dans les rues de la ville, obligeant l'ancien ministre GUENA, pris dans le cortège, à entendre leurs revendications. Certaines luttes eurent pour cible les fermes agro-alimentaires, les grossistes ou les saisonniers, directement responsables de la misère des paysans. Le 7 août, par exemple, en Charente, 200 paysans ont investi le château de Massignac appartenant à FLEURY-MICHON, deuxième entreprise française de saison après

OLIDA, et ont lâché 1000 de ses faisans dans la nature. Le domaine de Massignac comprend 1000 ha et 1000 bovins y sont élevés. FLEURY-MICHON touche des subventions qui sont refusées aux agriculteurs. En outre, FLEURY-MICHON traite surtout de la viande d'importation. D'autres fermes, mais coopératives, se livrent aussi à l'importation, comme la S.C.V. SOCOPA, à la tête de laquelle se trouve BRUEL (FNSEA) mais aussi DOUM'ENG (MODEF), ont, dit-on, touché des fonds occultes du FORMA, leur permettant de baisser artificiellement leurs prix pour faire chuter les cours de la viande sans toucher à leur marge bénéficiaire. De nombreux camions contenant de la viande et des fruits et légumes d'importation ont été interceptés par les paysans et leur chargement distribué à la population, comme à St-Sulpice, dans le Tarn, où la viande a été distribuée aux maisons de retraite. Nombreuses furent aussi les manifestations devant la préfecture, où les paysans ont remis en cause la politique gouvernementale sélective du crédit et du maintien des importations. Pour populariser leur lutte, les paysans organisèrent des ventes sauvages de viande et d'autres produits dans des centaines de localités. Sur les routes, des barrages filtrants furent établis et produits et tracts d'explication distribués aux automobilistes. En Alsace, les paysans ont ouvert leurs fermes aux vacanciers, leur expliquant leurs difficultés d'une façon concrète. Dans la plupart des cas, les agriculteurs avaient en tête de se faire comprendre et d'obtenir le soutien des autres travailleurs. Ainsi, certaines organisations syndicales d'entreprise ont tenu à signaler publiquement leur soutien aux luttes paysannes. Ces rapprochements entre ouvriers et paysans sont très positifs, même si dans certains cas, révisionnistes et

ce que les mesures giscard rapportent aux paysans de l'ouest!!!

La prime de 200 F par bovin accordée par le gouvernement ne suffira pas aux paysans de l'ouest pour faire face aux nouvelles difficultés qui les touchent. Dans la plupart des régions de France, mais particulièrement dans l'ouest, la sécheresse fait de gros dégâts, les éleveurs doivent déjà retirer les bêtes des prés car il n'y a plus d'herbe. Ils se trouvent ainsi placés devant le choix : vendre leurs bêtes sur le marché déjà encombré et aux cours très bas, dont les maigres profits, ou acheter du fourrage en plus pour nourrir les bêtes. La sécheresse a, en plus, créé une relative pénurie d'orge et la même chose est prévue pour le maïs : les céréales voient leur prix augmenter, se répercuter sur les prix des aliments pour bétail, ce doit faire les frais, une fois de plus, des petits paysans.

Soutien total aux luttes des paysans ! Une seule solution, la Révolution ! Vive le pouvoir des ouvriers et des paysans ! Albert CHATILLON 4-9-74

nice, marseille, ajaccio, toulon, ... halte aux agressions racistes !

On assiste actuellement à une reprise insidieuse de la propagande raciste visant les travailleurs immigrés. Durant l'été plusieurs attentats, agressions ont frappé des travailleurs nord-africains : incendie d'un bidonville d'immigrés à Nice, attentats à Marseille contre les locaux de l'Amicale des Algériens en Europe, et à Paris contre l'office algérien du tourisme. A Ajaccio deux marocains sont sauvagement matraqués par un commando, l'un d'eux, balayeur municipal, décède des suites de ses blessures. A Limoges, des C.R.S. en civil agressent un jeune algérien de 20 ans et lui brise la mâchoire, des poursuites judiciaires sont engagées contre eux, on leur reproche leur excès de zèle, pour les mêmes sévices accomplis en tenue, en service commandé, ils auraient été félicités. A Toulon, des militaires du 4e RIMA, régiment colonialiste formé spécialement à la répression des luttes de peuples des colonies et qui «sert» encore actuellement à Djibouti et aux Antilles, attaquent un foyer de travailleurs nord-africains. Au cours de l'affrontement, plusieurs immigrés sont blessés, un militaire français tué,

ce qui sert de prétexte au maire de Toulon pour développer une campagne contre la présence «d'un grand nombre de nord-africains qui ne semblent pas avoir une occupation stable». A Marseille le comité de défense des Marseillais, créé il y a un an après le meurtre d'un chauffeur de bus, se saisit d'une affaire de délinquance où sont impliqués des jeunes d'origine nord-africaine pour susciter un comité d'auto-défense des habitants de la Belle de Mai dans le but de terroriser les travailleurs immigrés et d'inciter la population française au racisme. Cette propagande raciste est orchestrée en sous-main par le gouvernement qui prépare de nouvelles mesures contre les immigrés. Le changement promis par Giscard en faveur des travailleurs immigrés s'est concrétisé par la création d'un secrétariat d'Etat auprès du ministre du Travail auprès des travailleurs immigrés, poste confié à Postel-Vinay, dont la première mesure a été de suspendre l'immigration jusqu'en octobre (cf FR n 122). Cette mesure visait à rejeter la responsabilité du chômage sur les travailleurs

immigrés. Pour donner le change il avait également annoncé des mesures en faveur de 10.000 logements, timide mesure quand on sait qu'il y a plus de 800.000 immigrés qui logent dans des taudis, mais même cela c'était trop pour Giscard qui a refusé les crédits et nommé Djidou à la place de Postel-Vinay démissionnaire. Le gouvernement a annoncé des mesures importantes concernant les immigrés au cours de l'été, rien n'a été encore décidé, mais il est probable que de nouvelles attaques contre les travailleurs immigrés se préparent et que l'actuelle campagne vise à préparer l'opinion. Alors que les fermetures d'usine se multiplient, que le chômage s'accroît, la bourgeoisie tente de détourner la colère des ouvriers contre elle en direction des ouvriers immigrés. Nous devons rester vigilants face aux provocations racistes et travailler au renforcement de l'unité des travailleurs français et immigrés contre la bourgeoisie responsable de la crise.

NON A LA FERMETURE NON AUX LICENCIEMENTS

tanneries d'annonay



En lutte depuis plusieurs mois contre la fermeture de leur entreprise, (cf FR 122) les ouvriers des tanneries d'Annonay ont poursuivi l'occupation de l'usine pendant le mois d'août. Espérant que la période de vacances serait propice à ses coups bas, la direction avait annoncé la fermeture le 11 juillet; le 12 juillet les ouvriers occupaient l'usine. Le 25 juillet le patron leur envoie une lettre de licenciement: «en raison de la cessation totale d'activités, je vous dispense de travailler durant votre préavis ce qui vous donne droit à une indemnité compensatrice.» Le 21 août, jour normal de la reprise de travail, les ouvriers se sont tous présentés à l'usine et ont renforcé l'occupation. Loin d'être une période de démobilisation, comme l'espérait la direction, le mois d'août a vu la poursuite de la lutte, son élargissement, et le renforcement de la solidarité des travailleurs de la région. Car ce ne sont pas seulement les Tanneries Françaises Réunies qui sont

menacées, pas seulement Annonay, mais c'est toute l'Ardèche qui risque sous peu d'être un désert économique. La fermeture des Tanneries signifierait la disparition de 500 emplois qui font vivre 2000 personnes parmi les 25000 habitants que compte Annonay: un habitant sur 12, et viendraient s'ajouter aux 400 chômeurs déjà recensés.

En même temps qu'ils poursuivaient l'occupation de l'usine, les tanneurs ont multiplié les initiatives pour populariser leur lutte: conférence de presse, délégation au Larzac, journées portes-ouvertes. Au Larzac, où ils avaient un stand, les tanneurs ont marqué leur soutien à la lutte des 103 contre l'extension du camp militaire et ont expliqué le sens de leur action. La solidarité ouvrière a également marqué la journée «portes-ouvertes» du 25 août: une délégation de paysans travailleurs de l'Ardèche est présente et apporte un cadeau de 100 l de vin de l'Ardèche. Environ 15000

personnes participaient à cette manifestation: famille et amis des tanneurs, population d'Annonay, mais aussi des délégations d'ouvriers des autres départements, travailleurs de Lip, de Salamandre. Cette journée a permis aux travailleurs de faire connaître leur travail, en faisant visiter l'usine et d'expliquer leur lutte. Pour tenir financièrement en plus des collectes qui ont déjà rapporté 8000 F, comme à Lip, ils ont vendu des peaux qu'ils ont travaillé: 25.000 F de peaux ont été vendus dans la seule journée du 25 août et 5.000 F de badges de soutien. Au cours du meeting de clôture, les organisations syndicales CGT et CFDT ont rappelé l'objectif de la lutte: le maintien de l'emploi aux Tanneries objectif pour lequel les 500 tanneurs ont décidé de mener la lutte jusqu'au bout.

Une délégation du PCR (ml) présente à cette journée a remis un message de solidarité aux tanneurs qui a été lu au cours du meeting.

titan-coder

À Marseille, Villefranche ou Maubeuge la reprise ne s'est pas faite sous le signe des négociations, mais sous le signe de la lutte pour le maintien de l'emploi. Titan-Coder, deuxième fabricant de remorques de camions sur le marché français, avait déposé son bilan le 31 juillet, veille du départ en congés. Mais la réaction des ouvriers de Coder (blocage du Mistral, blocage de la N6) et la volonté de Giscard d'apparaître comme un libéral aboutissent à l'annonce par le tribunal de commerce, que rien ne serait fait pendant le mois d'août et fixait la liquidation au 2 septembre, des permanences tenues néanmoins dans les différentes usines... La faillite de Coder n'est finalement qu'un épisode classique, dont les travailleurs font les frais, du processus de regroupement et de concentration capitaliste que la loi de la concurrence secrète naturellement par le jeu des faillites et des absorptions et que la bourgeoisie en place veut accélérer en vue d'aboutir à l'égalité industrielle avec l'Allemagne.

En 1971 Coder (6% du marché) faisait faillite avec un passif évalué en 1973 à 93 M F.

En 1971, le groupe ANF par sa filiale Frangéco (marque Titan 14% du marché) gérait d'abord l'entreprise puis la rachetait en 1973 pour 16 M dont 8,5 financés par un prêt de l'état. L'opération coûtait aux ouvriers 125 licenciements en 1970 et 285 en 1973. Et malgré cette reprise, la société devenue Titan-Coder, victime de la loi du plus fort, des aléas du marché, des dettes à rembourser... continuait à accumuler des déficits que son

holding se refusait à couvrir. La crise de l'énergie, les restrictions de crédit limitaient les commandes des transporteurs qui se tournaient plus volontiers vers les concurrents capables de proposer de plus grandes facilités de paiement vues leurs assises financières plus solides... aboutissent à un effondrement de 60% des ventes et à la suppression de tout crédit des banques... source de faillite.

Aujourd'hui Fruehauf et Trailor sont intéressés par la reprise, sous couvert de la liquidation de Villefranche et Maubeuge et la réduction du personnel de Marseille (en 1973 Trailor souhaitait réduire les effectifs à Marseille de 1000 à 900) Herlicq serait intéressé par la division ferroviaire...

La Régie Renault elle aussi s'intéresse à l'affaire, mais tous à la condition que ce ne soit pas eux qui épongent les dettes, et à condition de bénéficier de nouvelles subventions de l'Etat, afin de disposer de cet outil de production pour une bouchée de pain...

Si aujourd'hui le syndicat a reculé la liquidation au 16 septembre, cela vise d'une part à permettre aux tractations de se faire en coulisses pour savoir qui aura le morceau au meilleur marché et d'autres part à susciter le désarroi chez les ouvriers afin de leur faire accepter le démantèlement et les licenciements. Le soir du 2 aucun des acquéreurs ne se déclarait prêt à avancer les 10 M nécessaires au redémarrage et des offres de reclassement ont été faites à 120 ouvriers de Maubeuge. Mais à Marseille comme à Villefranche où nous avons pu le constater il n'est pas question d'accepter ni fermeture ni

licenciement, alors qu'à Marseille de nombreuses usines ferment depuis le début de l'année, alors qu'il y a dans les Bouches du Rhône plus de 5000 chômeurs inscrits et qu'à Villefranche de nombreux jeunes sont à la recherche d'un premier emploi et que beaucoup de petites entreprises dans la confection et dans la petite mécanique peuvent être en faillite du jour au lendemain comme Solmo par exemple...

À Villefranche, par exemple, dès lundi, la situation à Titan suscitait de larges discussions dans les usines comme Bonnet, Mulsar... ainsi que sur le marché où une pétition de soutien de notre Parti a été largement signée lors d'une vente de notre organe central.

La classe ouvrière n'est pas prête à payer la crise, à Titan moins qu'ailleurs; que Titan soit rentable ou pas d'un point de vue bourgeois, les ouvriers refusent d'entrer dans cette logique et de la payer de leur emploi; leur combativité saura imposer à la bourgeoisie des solutions conformes à leurs intérêts... même si elles ne correspondent pas aux calculs économiques de nos capitalistes.

Les communistes et les syndicalistes révolutionnaires sauront mettre à profit les quinze jours de délai laissés par la bourgeoisie pour susciter un vaste mouvement de soutien aux Coder et de soutien à toutes les initiatives que ne manqueront pas de prendre les ouvriers pour imposer le maintien de l'ensemble Titan-Coder et pas un seul licenciement.



le voyage du P.C.R.(ml) en albanie

Une cinquantaine de militants et sympathisants parmi lesquels une majorité d'ouvriers, quelques camarades étrangers ont participé au voyage organisé par le PCR (m-l) en Albanie socialiste. Pendant 18 jours se sont succédées des visites d'usines, de fermes d'Etat, de coopératives agricoles, d'hôpitaux, de jardins d'enfants... Chaque visite était l'occasion de découvrir un nouvel aspect de l'Albanie socialiste. En traversant les villes et campagnes albanaises, notre car, décoré d'une immense banderole en albanais proclamant l'amitié des peuples albanais et français, recueillait les manifestations d'internationalisme prolétarien des masses. La traversée de la campagne donne déjà l'image du socialisme. La grande plaine du littoral où la malaria sévissait avant la révolution est devenue un immense champ de céréales où le rendement de blé atteint 40 quintaux à l'hectare... La région de SKODRA où des plantations de tabac et de tournesol s'étendent à perte de vue... Les montagnes au cœur de l'Albanie où chaque jour l'homme gagne de nouvelles terres à la culture et où s'étendent des champs en terrasse et des plantations.

La traversée des villes et des régions urbaines anciennes ou nouvelles nous fait découvrir que l'Albanie est un vaste chantier. L'Albanie nouvelle, produit aujourd'hui, en 4 jours, l'équivalent de la production de l'année 1910, elle produit en 2 jours l'électricité d'une année entière d'une année avant la libération. Aux réalisations très modernes existant déjà, par exemple le combinat textile, Mao Tsé Tung, la centrale électrique d'ELBASAN, etc... s'en ajouteront bientôt d'autres qui feront franchir un saut qualitatif à l'industrie albanaise, tel l'immense combinat sidérurgique d'ELBASAN. Avant la Libération, l'Albanie était un pays essentiellement agricole avec une population ouvrière très faible. Elle est aujourd'hui un pays agricole industriel fort de centaines de milliers d'ouvriers. Elle est en voie de devenir un pays industriel agricole. C'est à dire qu'en quelques décennies, le socialisme aura réalisé un développement des forces productives qui a nécessité chez nous plusieurs siècles de domination bourgeoise.

«Sans indépendance économique, pas d'indépendance politique», «Compter sur ses propres forces», «Prendre l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dirigeant», tels sont les premiers des principes marxistes léninistes appliqués à la réalité albanaise. Et surtout, le plus déterminant, c'est que la production est organisée au service du peuple. Cela n'est possible que lorsque le peuple a le pouvoir. Le pouvoir des ouvriers et des paysans, permet le développement économique du socialisme et en retour, le développement renforce le pouvoir des ouvriers et des paysans. Le développement économique s'accompagne de campagnes politiques de grande importance, car le Parti du Travailleur d'Albanie (le PTA) sait que le développement économique ne

résout pas tout. La dégénérescence du socialisme en URSS a montré que la lutte de classe continuait avec le socialisme, les anciens exploités déçus soutenus par la bourgeoisie internationale gardent toujours l'espoir de reprendre le pouvoir. Dans cet affrontement entre les deux voies, la voie capitaliste et la voie socialiste, la formation de la jeunesse, de l'intelligentsia et des cadres est une question décisive: ou bien ceux qui sont formés pour être des cadres recherchent des avantages de salaire, de position sociale, se croient supérieurs aux masses, ou bien ils apprennent à être révolutionnaires, et se considèrent dans tout leur travail comme étant au service des masses. Dans le premier cas, une nouvelle couche de privilégiés apparaîtra, bien disposée idéologiquement envers la bourgeoisie, et qui pourra frayer la voie à la restauration de l'ordre ancien, ce qui s'est passé en URSS. Dans le second cas, la capacité des intellectuels et des cadres, s'ils sont au service des masses, ne leur confère aucun avantage particulier, et le socialisme se renforce dans tous les domaines. Mais cette évolution, n'a rien de spontané, d'automatique, elle est le fruit d'une lutte politique et idéologique importante menée sous la direction du PTA. Cela s'assortit de mesures concrètes qui ont pour but d'empêcher la restauration du capitalisme.

Dans les usines que nous avons visitées le salaire du directeur est en général une fois et demi supérieur à celui des ouvriers. En Albanie l'éventail des salaires est de 1 à 3. De très nombreux ouvriers et paysans peuvent se former et devenir des cadres. Par exemple, dans les fermes d'Etat, les instituts agronomiques sont largement ouvertes aux paysans et à leurs enfants. Les cadres participent au travail quotidien avec les ouvriers au moins un mois par an et les cadres sont révoqués par les masses. En ce qui concerne la jeunesse, l'accent est mis aujourd'hui sur la lutte contre les influences étrangères, c'est à dire contre les comportements individualistes que la bourgeoisie essaie d'imposer à la jeunesse dans les pays capitalistes et révisionnistes. La jeunesse n'a pas connu les difficultés de la lutte pour la libération, elle est née et a grandi dans des conditions sociales favorables. C'est pourquoi, le PTA a éduqué la jeunesse dans l'esprit du communisme, du dévouement au peuple, c'est pourquoi on a pu voir en Albanie ceux qu'on appelle les «actionnistes», des jeunes de 20 ans, construire des voies ferrées, des usines, des maisons d'habitation... En tout cas l'enthousiasme de ces jeunes participant à ces travaux volontaires et indescriptibles. Quand on quitte l'Albanie on garde l'impression, débordant d'enthousiasme, d'activité, de joie de vivre, d'un peuple au passé glorieux qui regarde l'avenir avec confiance. A notre départ, l'Internationale que nous avons chantée avec les douaniers, le poing levé, était une Internationale de combat pleine de la certitude qu'en France aussi nous verrons bientôt le socialisme.



la crise de chypre et la lutte pour la méditerranée



Chypre: les manifestants s'apprêtent à brûler le drapeau yankee

A trente kilomètres des côtes de la Turquie, à 200 km de celles du Liban et de la Syrie, l'île de Chypre permet de commander la route maritime du canal de Suez et constitue une plate-forme possible d'agression du Moyen-Orient: c'est de là qu'en 1956 étaient parties les troupes de l'impérialisme français et de l'impérialisme anglais qui attaquaient l'Égypte. Aussi, elle a toujours fait l'objet des convoitises impérialistes. Les contradictions internes de la région (entre les communautés grecque et turque de l'île; entre la Grèce et la Turquie), qui ont joué un rôle important dans les derniers événements, sont elles-mêmes un produit de l'intervention impérialiste.

UNE PROIE POUR L'IMPERIALISME

L'île de Chypre, elle-même occupée à la fin du XIXe siècle par l'impérialisme anglais qui dominait alors toute la région, n'a obtenu son indépendance qu'en 1959, au terme d'une longue lutte. C'est l'impérialisme anglais, et personne d'autre, qui a suscité et attisé les contradictions entre la minorité turque (20%) et la majorité grecque (80%) de la population de l'île, qui vivaient en parfaite entente, en recourant comme partout dans le

monde à la tactique «diviser pour régner». De la même façon, la logique réactionnaire qui guide les interventions de la Grèce et de la Turquie dans les affaires de l'île ne s'explique pas sans l'intervention impérialiste: c'est l'impérialisme US qui a pris la relève de l'impérialisme anglais en Grèce, déversant quatre milliards de dollars en 25 ans, faisant et défaisant les régimes à son gré, imposant au peuple grec depuis 1967 une dictature fasciste féroce. Et en Turquie, comment ne pas voir la main de la CIA dans un régime issu d'un coup de force de l'armée visant à mettre fin à la mobilisation populaire anti-américaine?

La crise qui vient d'éclater à Chypre n'est pas un hasard; elle vient au moment où les travaux de dégelage du canal de Suez sont en cours; cette situation vient renforcer l'intérêt stratégique de l'île, puisque le canal sera une route militaire directe de l'océan Indien à la Méditerranée, et pourrait aussi, avec les projets d'élargissement, devenir à nouveau la route du pétrole, quand les gros tankers pourront l'emprunter. Pour les super-puissances, qui entretiennent déjà de véritables armadas dans la région (45 unités US et 55 unités

soviétiques), l'enjeu de Chypre devient donc encore plus important. Tout au long de la crise, elles n'ont cessé de s'ingérer grossièrement dans les affaires des peuples de la région.

LES SUPER-PUISSANCES DANS LA CRISE

Les Etats Unis sont évidemment les premiers concernés. La Turquie et la Grèce étaient toutes les deux membres de leur bloc agressif, l'OTAN. 3000 conseillers militaires, 6500 marins de la 6e flotte, sont stationnés en Grèce, où ils possèdent, de plus, des bases diverses. En Turquie, c'est 27 bases et 7000 soldats. Les armées grecque et turque étaient dépendantes, pour leur logistique, leur armement et leur fonctionnement même, de l'impérialisme américain. A Chypre même, les deux immenses bases anglaises, avec leurs 8000 hommes, leurs bombardiers nucléaires, peuvent être mobilisées au service de l'OTAN; la station radar et écoute du mont Olympe l'est déjà. Les soldats américains se sont même récemment installés dans ces bases, sous le prétexte des opérations de déminage du canal de Suez.

La relative indépendance dont faisait preuve le chef de l'Etat chypriote Makarios devenait, dans la nouvelle

situation, une épine dans le pied des yankees en Méditerranée. Le coup d'Etat fasciste du 15 juillet à Chypre, fomenté par les colonels grecs dans le but d'annexer l'île, servait évidemment leurs intérêts. Il est certain que la CIA était au moins au courant, et les sionistes eux-mêmes auraient trempé dans l'affaire. Kissinger s'est obstiné jusqu'à l'intervention turque à refuser toute condamnation du coup d'Etat. L'Angleterre, membre de l'OTAN, a laissé le passage à travers ses bases aux putschistes qui en avaient besoin pour leurs opérations.

L'intervention turque qui a suivi fait aussi les affaires de l'impérialisme U.S., qui avait tout intérêt à un partage de Chypre entre la Turquie et la Grèce: c'est à ce moment que les Etats Unis se sont posés en «défenseurs de la communauté turque». Sans maîtriser le processus d'un bout à l'autre, l'impérialisme U.S. a contribué au développement d'une crise qui, à ses différentes étapes, a servi ses intérêts à Chypre.

L'Union Soviétique, de son côté, s'est posée en champion de l'indépendance de Chypre face aux visées U.S. Cette position vise tout simplement à se glisser à la place de l'adversaire. Ce n'est pas pour l'indépendance de Chypre que l'URSS avait obtenu du

régime précédent un droit de mouillage pour sa flotte! En se montrant tour à tour plutôt favorable aux positions de la Turquie, puis de la Grèce, le social-impérialisme n'a fait qu'aiguïser les contradictions pour mieux servir ses propres intérêts. Et le but qu'il poursuit a été dévoilé par sa dernière proposition diplomatique: «faire sortir la question du cadre étroit de l'OTAN». Il ne s'agit pas de laisser les peuples de la région régler leurs propres affaires, mais d'obtenir le droit d'y fourrer son nez.

Face à l'impérialisme et à la réaction, qui multiplient leurs complots, les peuples de la région se mobilisent. D'importantes manifestations anti-U.S. ont eu lieu à Chypre. Le peuple de Grèce a contraint par sa lutte l'impérialisme U.S. à laisser disparaître le régime fasciste qu'il lui avait imposé. Poursuivant son combat, il a également contraint les vieux politiciens réactionnaires qui ont pris la suite à quitter l'OTAN; il exige maintenant le départ des troupes et des bases U.S., à la fin de l'intervention américaine en Grèce. Les tentatives d'ingérence soviétiques ne connaîtront pas plus de succès.

Jean LERMET

WATERGATE: la pourriture de l'impérialisme U.S.

En prêtant serment sur la Bible, le nouveau président des USA, Gerald Ford déclarait: «Notre long cauchemar national est terminé, notre constitution fonctionne, notre grande république est gouvernée par des lois et non par des hommes, ici le peuple dirige». Sinistre plaisanterie! Mais c'est cela même que la bourgeoisie veut faire croire: les USA, vraie démocratie, même un président peut être attaqué en justice, doit rendre des comptes, même chacun a un droit de regard! Si le scandale du Watergate a révélé une chose, c'est bien la pourriture de l'Etat américain, sa dégénérescence complète.

L'arrestation des fameux «plombiers» à l'œuvre dans l'immeuble Watergate, siège du parti démocrate pendant les dernières élections présidentielles a été le début d'un impressionnant déballage de linge sale. L'espionnage d'un parti rival, la pose de micros, la prise de photos de ses documents, voilà qui n'a rien de reluisant pour le président d'une démocratie. Voilà à quoi pourtant Nixon en a été réduit pour se cramponner au pouvoir. Des subalternes chargés des bas travaux, la filière vers le gibier d'importance était riche! Tout l'entourage de Nixon y avait trempé: des ministres comme John Mitchell, ministre de la Justice, Maurice Stans, Kleindienst... toute l'armée des conseillers spéciaux de Nixon, y compris le conseiller juridique. Tout ce beau monde dénonçant son supérieur pour essayer de sauver sa peau. On apprit que les plombiers étaient payés par le Comité pour la Réélection du Président, sur des caisses noires bien sûr, réservées à ce genre d'activités. Que les finances de ces comités avaient des origines illégales: 2 sociétés inculpées pour avoir versé, la Gulf Oil qui fait partie des 7 grands du pétrole 100.000 dollars et l'importante compagnie aérienne American Airlines 55.000 dollars. On apprend aussi qu'en reconnaissance pour une intervention

de Nixon en sa faveur, ITT, connue pour ses activités de subversion au Chili, a versé 400.000 dollars... que Nixon, outre les grandes firmes U.S. a encore d'autres bailleurs de fond douteux comme Bebe Reebzo, spéculateur condamné, Howard Hughes, le milliardaire qui possède la majeure partie des hôtels et casinos de Las Vegas... qu'en 4 ans Nixon a triplé ses avoirs, mais qu'il n'a payé que 1% d'impôts alors que les citoyens américains paient jusqu'à 25% de leurs revenus... qu'il a des centaines de milliers de dollars à payer au fisc en retard. Le tableau est loin d'être complet mais donne une idée de la corruption qui s'étale dans la vie politique américaine.

On nous dira que tout ça maintenant c'est fini, puisque Nixon est parti. Pas si vite, car les structures de l'Etat sont encore là! Prenons par exemple le Pentagone, la Défense. C'est sans doute l'illustration la plus poussée du stade du capitalisme monopoliste d'Etat, de la pénétration complète de l'Etat par le Capital. Secteur important puisqu'il représente plus de la moitié du budget national, qu'il emploie environ 5 millions de personnes. Le chef du Pentagone et ses adjoints sont automatiquement des amis politiques du président, des financiers puissants, des hommes d'affaires. Un petit nombre d'entreprises géantes se partagent la fourniture, ce qui rend plus facile la complicité entre l'Etat et les grands dirigeants industriels. Les directeurs des grandes industries quittent leur siège de PDG pour des postes au Pentagone, les militaires en retraite se reclassent dans l'industrie de l'armement. En 1960, les cent plus gros fournisseurs de l'armée employaient 726 retraités à partir du grade de colonel. En 70, les effectifs ont triplé. Lockheed le principal vendeur avait recruté 210 généraux et colonels! Les négociations pour telle commande étant directes entre une entreprise et l'Etat, on comprend que

les affaires prospèrent! Au courant de l'évolution souhaitée et possédant des pions dans les rouages de l'administration, elles imposent leur prix et leur matériel et réalisent des bénéfices allant jusqu'à 10 fois le capital investi. Déjà en 1953, WILSON Ter Secrétaire à la Défense du Gnal EISENHOWER et président de GENERAL MOTORS, un des 10 plus gros fournisseurs d'armes, déclarait: «ce qui est bon pour le pays est bon pour GENERAL MOTORS et vice versa». Le Pentagone exerce des pressions de toutes sortes sur le congrès, paie des centaines d'agents pour entretenir de bons rapports avec les députés - qui votent les crédits. Les députés de tout bord s'arrachent l'implantation des usines d'armement pour leur circonscription électorale, essaient d'absorber le plus de crédits militaires. MENDEL RIVERS, président démocrate de la commission des Forces Armées à la Chambre des représentants, a dressé à l'entrée de la ville de CHARLESTON ce panneau électoral: «Base aérienne, Polaris, AVCO, Lockheed, Installations navales... Merci Mendel Rivers... Le progrès démocrate les a amenés... l'équipe démocrate les gardera...». Il se vante d'être l'homme le plus puissant de tout le congrès, car tous les crédits demandés par le Pentagone doivent être approuvés par la commission qu'il dirige. Autre exemple: sous l'administration JOHNSON le Texas est passé de la 9e place à la 2e pour le volume des contrats de Défense. Les entreprises favorisées par les députés leur accordent des actions. En 1969, 62 députés sur 435, admettaient spontanément avoir des actions dans 25 entreprises liées au Pentagone. Sans compter bien sûr ceux qui ne s'en vantaient pas... Donnant, donnant, telle est la loi, la même pour les deux partis, démocrate ou républicain, une administration ne faisant que prendre la place de l'autre. Voilà comment dans la démocratie

L'affaire du Watergate révèle la pourriture de l'administration Nixon.

- Spirow Agnew: ancien gouverneur de l'état du Maryland, vice-président des USA (janvier 69-octobre 73) a été démissionné et radié du barreau, condamné pour évasion fiscale.
- Dwight Chapin: ancien secrétaire de Nixon, condamné pour faux témoignage.
- Charles Colson: conseiller spécial du président de 69 à 73, inculpé de complicité dans la tentative d'étouffement de l'affaire.
- John Dean: conseiller juridique du président jusqu'en avril 73, coupable d'entrave au cours de la justice.
- John Ehrlichman: conseiller du président en politique intérieure jusqu'en avril 73, avait dirigé la campagne de Nixon en 68, inculpé pour le cambriolage du Dr Felding, complice dans l'étouffement de l'affaire.
- Harry Haldeman: secrétaire général de la présidence jusqu'en avril 73, inculpé en mars 74 pour entrave à la justice et faux témoignage.
- Richard Kleindienst: ministre de la justice jusqu'en avril 73 s'occupa de l'affaire I.T.T., plaide coupable.
- Egil Krogh: ministre adjoint des transports jusqu'en mai 73, organisateur du cambriolage, condamné (2 à 6 ans).
- Gordon Liddy et James Mac Cord: conseillers du comité pour la réélection du président et responsables, condamnés dans l'affaire.
- John Mitchell: ministre de la justice jusqu'en mars 72, directeur du comité pour la réélection du président.

bourgeoise américaine «le peuple dirige!» Le peuple américain n'a pas de pouvoir réel pas plus qu'il est libre. Le centre d'opérations civiles maintient une surveillance constante sur 150 villes, des forces d'intervention se tiennent prêtes à mater jusqu'à 25 émeutes simultanées éclairant n'importe où. L'armée a plus de 7 millions de civils dans ses fichiers de FORT HOLABIRD et 300 bureaux d'enquête fonctionnent pour elle. Des ordinateurs regroupent des empreintes digitales de presque toute la population. Les tables d'écoute ne chôment pas...

Tous ces instruments d'oppression du peuple américain ce n'est ni FORD ni ROCKEFELLER qui les détruiront. Petit fils du fondateur de STANDARD OIL l'un des hommes les plus riches du monde, ROCKEFELLER est le représentant même de l'impérialisme yankee écrasant les travailleurs de son pays dans tous les secteurs de l'économie, opprimant les peuples dominés et pillant leurs richesses.

ROCKFELLER c'est EXXON implanté partout dans le monde. Au Venezuela par exemple avec la CREOLE PETROLEUM CORPORATION où il s'est fait malmener par les masses quand il a osé venir faire «le tour du propriétaire». Rockefeller, c'est aussi la célèbre fondation qui regroupe de multiples officines de subversion, et où KISSINGER a fait ses débuts de stratège de l'impérialisme U.S. Le peuple américain pas plus que les peuples du monde n'ont rien à attendre de ce nouveau tandem qui ne peut que défendre ses intérêts de classe, les intérêts de l'impérialisme U.S.

Ce qu'a démontré le scandale de WATERGATE ce n'est pas que la démocratie fonctionne, mais au contraire qu'elle est empêtrée dans des contradictions toujours plus graves qu'elle vit de la corruption de la base au sommet!

Monique CHERAN

le chili un an après le putsch fasciste



Le peuple chilien se soude dans une haine sans borne contre la terreur fasciste

UN AN DE TERREUR FASCISTE.

Depuis un an, Pinochet massacre et torture pour écraser le peuple chilien. L'écraser au nom de ses bailleurs de fonds US dont les intérêts avaient été entamés sous l'Union Populaire, l'écraser au nom des propriétaires fonciers, des capitalistes chiliens dont les terres avaient été expropriées par les paysans et dont tous les intérêts étaient sans cesse menacés par l'initiative des masses dans les campagnes, les poblaciones (bidonvilles), les usines.

Depuis un an, des milliers d'arrestations: 1700 en une seule journée au mois d'août, 300 un autre jour. Une police politique, la DINA, a été mise sur pieds pour pourchasser tous ceux qui, de près ou de loin, ont manifesté des opinions progressistes ou révolutionnaires, tous ceux qui risquent de s'engager dans une résistance au régime fasciste. Une mascarade judiciaire organisée des «procès» pour justifier les assassinats massifs, les emprisonnements. En un an, 20.000 assassinats ignobles (sur une population de 7 millions d'habitants), 30.000 emprisonnés, torturés dans les locaux de l'armée ou soumis à la dégradation physique dans des «camps de la mort» comme l'île sinistre de Dawson où le vent souffle à 100 km/h et la température descend à moins 15°; les prisonniers parqués dans des baraques misérables qu'ils ont construites eux-mêmes, soumis aux travaux forcés sous la menace des mitraillettes, nourris de pois et de fèves avariées dont la marine ne veut pas.

Depuis un an, le Chili est un bagne pour les ouvriers, les paysans, tous ceux des couches populaires. L'état de «guerre intérieure» décrété par la junte interdit toute vie politique. Les partis

sont interdits. Toute manifestation d'opposition conduit droit à la prison. Même les réunions familiales sont interdites.

Le chômage s'est développé massivement. 300.000 personnes ont été licenciées pour avoir participé plus ou moins activement aux initiatives de masse sous l'Union Populaire. Les horaires de travail ont été augmentés. Les ouvriers doivent travailler 4 heures de plus gratuitement, chaque mois, on leur retient une partie de leur paie comme «contribution volontaire à l'effort de reconstruction nationale». Et partout, dans les familles populaires, la misère: les prix ont été multipliés par 10; les salaires n'ont pas même doublé. Les produits les plus nécessaires, tels que le pain, l'huile de cuisine, le sucre, sont devenus des produits de luxe dans les familles ouvrières.

L'IMPERIALISME US, LES PROPRIETAIRES FONCIERS ET LES GRANDS CAPITALISTES CHILIENS TIRENT LES PROFITS.

Les propriétaires fonciers expropriés sous l'Union Populaire ont récupéré leurs terres après le coup d'état. Plus de 200 entreprises nationalisées ont été rendues aux capitalistes expropriés. Certaines ont été mises aux enchères, au cours le plus bas des actions. Ainsi ont été vendues les 11 plus importantes usines textiles du pays, mais également les filiales des nombreuses entreprises US: TEXACO, DOW CHEMICAL, IBM, ITT. Surtout, la junte s'est engagée à indemniser les compagnies KENNECOTT, ANACONDA, qui réclament plus de 500 millions de dollars. La compagnie US CERO a, pour sa part, reçu 42

millions de dollars pour les mines de Rio Blanco.

Dès le coup d'état, les crédits US se sont multipliés. Non seulement les plus larges facilités de paiement ont été accordées à la junte pour le paiement de la dette, mais en plus, elle a reçu en 6 mois près de 350 millions de dollars par les seuls organismes internationaux, sans compter les prêts des banques US ou étrangères, en particulier françaises, d'un montant au moins égal.

UN COUP DE L'IMPERIALISME U.S.

L'installation du régime Pinochet est l'œuvre la plus remarquable du Prix Nobel de la paix Kissinger. Sous l'Union Populaire, les U.S.A. ont tout fait pour saboter l'économie chilienne, en particulier en faisant s'effondrer les cours du cuivre en s'acharnant pour instaurer un blocus économique, en limitant au maximum les emprunts octroyés au Chili par les organismes internationaux, en refusant les facilités de paiement pour la dette extérieure du Chili, le pays le plus endetté du monde après Israël: 4 milliards de dollars de dette, soit 1500 F par habitant.

Les diplomates US, les directeurs d'entreprise U.S. étaient autant d'agents de ce sabotage, mais aussi les instigateurs du coup d'état. La Mission Diplomatique, triée sur le volet, était composée de spécialistes des coups d'Etat, ayant servi en République Dominicaine en 1965, au Guatemala, à Phnom Penh. Au cours du coup d'état, la coordination des attaques était assurée par un avion US.

La préparation du coup d'état a été facilitée et encouragée par les U.S.A. Les camionneurs en grève en août 73

ont reçu des milliers de dollars. Mais surtout l'armée: une multitude de liens existaient entre l'armée et les U.S.A. qui n'ont pas été brisés sous l'Union Populaire. Bien au contraire, les invitations de militaires aux U.S.A., la formation de spécialistes anti-guerilla à Panama, se sont poursuivies. Alors que les crédits pour le Chili étaient très rares, les U.S.A. octroyaient des crédits pour l'achat d'armes U.S. et fournissaient même des avions ultra-modernes.

LA «VOIE PACIFIQUE» FACE A L'IMPERIALISME

Comment l'impérialisme U.S. a-t-il monté «l'opération Djakarta» à Santiago (nom de code du coup d'état, en rappel du million d'Indonésiens massacrés à l'instigation des U.S.A. en 1965) alors même que l'Union Populaire se présentait comme un gouvernement anti-impérialiste?

Non seulement les liens de l'armée avec l'impérialisme U.S. sont restés intacts, mais en plus, le gouvernement Allende s'est appuyé sans réserve sur le «loyalisme des forces armées». Loyales! Par rapport aux maîtres U.S. Toutes les tentatives d'armement des masses face aux menaces de coup d'état ont été brisées par la «loi sur le contrôle des armes» que Pinochet, alors chef de l'armée, a fait appliquer très rigoureusement avant le coup d'état.

D'autre part, le gouvernement Allende n'a véritablement pas permis la réalisation des aspirations des masses populaires qu'il prétendait représenter. Les mouvements paysans pour la récupération des terres ont sans cesse été contenus, y compris la police, tandis que les propriétaires fonciers s'armaient et montaient des raids de

représailles. Les habitants des quartiers pauvres ont connu aussi la répression. Les masses populaires étaient frappées de plein fouet par le blocus U.S. Au lieu de prendre des mesures anti-impérialistes énergiques, l'Union Populaire a pris en charge intégralement la dette extérieure de 4 milliards de dollars héritée de 80 ans de pillage impérialiste sur le Chili. Et l'Union Populaire a payé toutes les échéances jusqu'au dernier centime. De ce fait, le rythme de l'inflation n'a jamais été inférieur à 100%. A la veille du putsch, il atteignait 283%.

Certains secteurs de la petite bourgeoisie, comme les commerçants et les camionneurs, ont ainsi été rejetés aux côtés de la réaction. Frappés par l'inflation, soudoyés par l'impérialisme, encouragés par l'armée, apeurés par le mouvement des masses, ils ont apporté largement leur soutien au coup d'état, aussi bien par le marché noir qui précipitait la faillite économique, qu'en organisant des grèves comme celle des camionneurs en août 73.

C'est en ne répondant pas, ou que très partiellement, aux aspirations des masses, que l'Union Populaire a laissé préparer sous ses yeux un coup d'état par l'impérialisme U.S. Mais le coup d'arrêt ainsi porté à l'initiative populaire est provisoire.

MORT A LA JUNTE FASCISTE

La junte n'a pas extirpé l'héroïque esprit de lutte des ouvriers chiliens. Depuis le coup d'état 150 grèves se sont déroulées. Pourtant chaque grève conduit à des licenciements massifs, comme cela a été le cas pour les ouvriers du métro à Santiago, chaque gréviste risque d'être condamné à plusieurs mois de prison par les tribunaux militaires.

Contre la terreur fasciste, le peuple chilien se soude dans une haine sans borne. Cette haine est même partagée par certaines des couches qui ont pu être trompées par la propagande réactionnaire avant le putsch. Loin de se ralentir, l'inflation s'est portée à un rythme de 120%, l'escudo a été dévalué 5 fois, les faillites de commerçants sont nombreuses, certains commerçants, bien qu'ils n'aient pas de clientèle, sont contraints de garder leur magasin ouvert sous peine de prison.

Enfin, le peuple chilien ne peut plus aujourd'hui, se faire d'illusion sur la voie pacifique, d'abord parce qu'elle a lamentablement échoué, ensuite parce qu'elle est impossible aujourd'hui face aux gorilles. C'est par la lutte armée que le peuple chilien se prépare à détruire la junte fasciste et à extirper le cancer impérialiste du Chili.

Grégoire CARRAT

conférence sur la démographie de l'O.N.U.

A la fin du mois d'août la conférence des Nations Unies sur la population mondiale s'est tenue à Bucarest. A cette conférence la bataille commencée avec la cession de l'ONU sur les matières premières, continuée avec la conférence sur le droit des mers, s'est poursuivie: d'un côté l'impérialisme (principalement les USA et l'URSS) de l'autre côté les pays du tiers monde qui défendent leur indépendance sous divers aspects avec le soutien des vrais pays socialistes Chine et Albanie.

A cette conférence, des «experts» impérialistes et notamment américains ont proposé un «plan d'action» visant à «réduire le taux d'accroissement de la population de 2% à 1,7% par an». L'objectif avoué était en fait de réduire la croissance de la population du tiers monde présentée comme la cause du sous-développement et un danger pour la paix. Les pays du Tiers Monde appuyés par les vrais pays socialistes y ont mis un hola en faisant adopter par la conférence le point de vue que l'impérialisme est la cause du sous-développement et que chaque pays doit mener sa politique de

population de façon indépendante. En réalité, les pays du Tiers Monde ne sont pas plus peuplés que d'autres. Prenons l'Asie souvent présentée comme une «fourmière humaine»: nous voyons que la Chine et l'Inde avec leurs centaines de milliers d'habitants sont une densité sensiblement égale à celle de la France (de l'ordre de 100 habitants au km²): on est loin de la Belgique qui en a trois fois plus! Mais personne chez nous ne s'inquiète du péril belge. Quant à l'Amérique latine et à l'Afrique, la densité n'y est que de 15 et de 12. Ce qui n'empêche pas le Sahel de connaître aujourd'hui la famine.

Comment pourrait-on croire sérieusement à une «menace» des pays du Tiers Monde alors qu'ils ont été pendant des années victimes de l'oppression coloniale; alors que dans les derniers temps les peuples d'Indochine du Moyen Orient, des colonies portugaises d'Afrique ont dû se défendre contre des agresseurs impérialistes armés jusqu'aux dents? Mais si l'idée absurde d'un péril provenant des pays du tiers monde est en recul, l'explication de la famine de

la misère et du chômage par la surpopulation connaît de nouveaux développements avec les thèses des «experts» dans le genre de Dumont. Ces idées ne sont pas nouvelles: c'est celles que prêchait voilà 170 ans le pasteur protestant Malthus. Mais comparons seulement la Chine et l'Inde, pays voisins, ayant à peu près la même densité de population. Dans l'un des centaines de millions d'hommes sont tourmentés par la faim incertaine chaque jour, s'ils mangeront demain. Tandis qu'en Chine où la population a augmenté de 60% depuis la libération en 1949, la récolte des céréales faisait plus que doubler et la production d'ensemble industrielle et agricole se multipliait plusieurs fois. Le problème de la faim, du vêtement, du logement, n'existe plus pour le peuple chinois. Ce qui sépare la Chine et l'Inde, parties de situations semblables voici 25 ans, c'est le régime politique. La domination néo-coloniale et l'oppression des classes réactionnaires engendrent la misère, tandis que l'indépendance nationale et le socialisme permettent au peuple de bâtir sa propre prospérité. L'Albanie

qui avait autrefois le plus fort taux d'émigration des pays d'Europe a doublé sa population depuis qu'elle est devenue socialiste sans qu'un seul travailleur se trouve contraint au chômage et à l'émigration.

Dans le fond il y a deux points de vue: point de vue pessimiste que la bourgeoisie tente d'imposer aux masses pour cacher qu'elle est responsable de la misère. Et le point de vue du prolétariat qui sait que l'homme quand il renverse l'exploitation est capable de dominer la nature et d'étendre la production pour le bien-être des masses. Sur cette base fondamentale, chaque pays socialiste définit une politique de population consciente en fonctions des conditions concrètes. C'est ainsi, par exemple, que la Chine aide les minorités nationales autrefois décimées par l'oppression à augmenter leur nombre tout en limitant les naissances dans les autres régions. Cette politique est diamétralement opposée aux tentatives de l'impérialisme US décrites par le film «le sang du condor» pour liquider les Indiens des Andes en les stérilisant.

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger: écrire au journal qui fournira le tarif.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18